

Connaissance de langue

1. Différents mots ont été enlevés du texte. Trouvez le mot qui manque et écrivez-le dans la case correspondante. Il y a un exemple (0). Écrivez vos réponses sur la feuille du candidat. L'usage du dictionnaire est autorisé.

La retraite, quelle retraie ?

La crise économique 0 (va) obliger tout le monde à travailler 1_____ longtemps. D'un côté, les déficits publics s'alourdissent, de l'autre, la chute des marchés fait fondre la valeur des plans d'épargne privés 2_____ la retraite. Il y a trois solutions possibles : relever les impôts, abaisser le niveau de vie des personnes âgées, ou retarder le départ 3_____ la retraite.

Les gens sont mieux soignés mais le nombre d'enfants 4_____ famille a baissé. Résultat, il y aura de moins en 5_____ d'actifs pour faire vivre de plus en plus 6_____ retraités.

Il existe deux sortes de fonds de retraite privés. Il y a les plans proposés par certaines entreprises 7_____ garantissent aux retraités un pourcentage fixe de leur dernier salaire. Les employeurs en question ont constitué des fonds de pension censés tenir 8_____ promesse, et quelles que 9_____ les évolutions de la valeur du fonds, ils sont tenus de respecter leurs engagements.

Il y a ensuite les systèmes 10_____ les retraites sont assises sur un pot commun de fonds, alimentés par des années, et où les épargnants ont éventuellement 11_____ aidés par leur employeur. Mais la crise est passée par là, réduisant le montant des pensions futures.

Le financement des retraites est 12_____ véritable casse-tête. Mais il faut voir le bon côté des choses : les gens vivent plus longtemps et 13_____ meilleure santé. Si nous devons vivre jusqu'à 85 ans, est-14_____ vraiment souhaitable que nous prenions notre retraite à 65 ans pour passer les vingt années suivantes affalés 15_____ la télévision, dans la solitude et la déprime ?

Max : 15 points

Compréhension écrite 1

2. Lisez le texte ci-dessous et trouvez le passage qui correspond au titre. Écrivez le numéro du paragraphe dans la case correspondante. Attention, il y a un titre de plus ! Écrivez votre solution sur la feuille du candidat. L'usage du dictionnaire est autorisé.

L'histoire pétrolière des années 2000 : Irak et Russie bousculent l'OPEP

1. Dans l'histoire du pétrole, l'année 2003 restera gravée dans la mémoire des opérateurs du marché pétrolier. Commencée par la longue grève à PDVSA*, la société publique pétrolière du Venezuela, les troubles dans les régions pétrolières du sud du Nigeria, elle s'est poursuivie avec l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. Elle a ensuite rebondi, en septembre sur le retour au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de l'Irak, deuxième pays producteur d'or noir, qui était exclu du cartel depuis la première guerre du Golfe.

2. Les marchés ont ensuite connu les turbulences de l'affaire loukos, en Russie, qui a vu Vladimir Poutine reprendre la main sur les oligarques, en envoyant en prison le plus riche d'entre eux, Mikhail Khodorkovski, patron du premier groupe pétrolier russe - qu'il était sur le point de marier avec le géant américain Exxon-Mobil. Enfin l'année 2003 s'est terminée sur les incertitudes quant à la situation de l'armée américaine et de ses alliés en Irak, où les attentats se multipliaient.

3. Autant d'événements pour rappeler que l'or noir demeure un sujet géopolitique autant qu'économique. La célébration des trente ans du premier choc pétrolier - provoqué par l'OPEP - a pris une étrange tournure. Ce cartel créé naguère pour s'opposer à la mainmise américaine sur le pétrole mondial, a dû réintégrer dans ses rangs un Irak sous occupation américaine. Cela fait dire à certains observateurs que Washington est en passe de prendre l'OPEP...

4. Le retour du pétrole irakien sur le marché mondial est, pour l'instant, surtout symbolique. Dans le cadre de la réunion de l'OPEP, le ministre irakien du pétrole - nommé par les Américains-, exprimait son souhait de voir son pays exporter 2 millions de barils par jour.

5. Pas de quoi faire trembler les autres pays producteurs, qui n'ont guère envie de réduire leurs quotas pour faire de la place à l'Irak. Après avoir chuté à 280.000 barils par jour, la production était remontée à la fin de l'été à son niveau d'avant la guerre américaine, mais c'est encore loin des 3,5 millions de barils nécessaires à la reconquête de son quota au sein de l'OPEP.

6. Pour remettre en état son potentiel de production, l'Irak doit investir entre 30 et 40 milliards de dollars, estiment les experts. Les majors pétroliers sont invités à participer à cet effort colossal.

7. Le français Total, présent dans ce pays depuis 1927, était bien introduit à Bagdad avant la guerre. Aujourd'hui, malgré son avance technique sur le terrain - il estime, grâce à ses études géologiques des gisements irakiens, avoir « *un an d'avance sur ses concurrents* » -, mais le groupe est handicapé par ses liens avec le régime de Saddam Hussein et sa nationalité française.

8. L'autre fait majeur est le retour en force de la Russie qui a accru sa production de brut de 11% et dispute désormais à l'Arabie Saoudite sa place de premier producteur mondial. Ironie : c'est en partie à l'OPEP que la Russie doit sa bonne fortune, profitant de chaque réduction des quotas du cartel pour déverser son or à vil prix sur le marché.

Compréhension écrite 1

9. En fusionnant avec le numéro quatre, Sibneft, loukos comptait se hisser au niveau du numéro un mondial, Exxon-Mobil. La production d'loukosSibneft, 2,4 millions de barils par jour, en ferait l'égal du géant américain, et sa capitalisation boursière, 35 milliards de dollars, un mastodonte sur la bourse de Moscou. Après la démission de M. Khodorkovski, la fusion engagée avec Sibneft a été annulée par les deux groupes d'un commun accord.

10. Cela a fait les affaires de l'autre géant pétrolier en cours de constitution en Russie : TNK-BP. Cette société est issue du rapprochement du groupe britannique BP, et de la compagnie pétrolière de Tioumen (TNK), troisième pétrolier russe.

PDVSA= **Petróleos de Venezuela SA** est la compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien.*

A	Un renouveau pour l'Irak	
B	Une année riche en événements	
C	Un nouveau pays concurrent	
D	Les barons du pétrole contre le pouvoir officiel	
E	Une opération financière qui a échoué	
F	L'Irak : un marché difficile	
G	Le malheur des uns fait le bonheur des autres	
H	L'inégale répartition du pétrole dans le monde	
I	Ce que l'Irak doit faire	
J	L'influence américaine grandissante	
K	Comment regagner sa place d'antan	

Max : 20 points

Compréhension écrite 2

3. Lisez le texte ci-dessous et répondez aux questions concernant le texte en français. Écrivez vos réponses sur la feuille du candidat. L'usage du dictionnaire est autorisé.

Développement durable : Un trop-plein de communication

Le développement durable est devenu à la mode ! Pas une semaine sans que ne soit organisé un colloque, publié un ouvrage ou un sondage sur le sujet. Il est désormais de bon ton d'exprimer sa volonté de préserver la planète, son engagement pour le développement des pays émergents.

Au centre de ce « bruit médiatique » il y a des multinationales, dont les moyens financiers permettent de faire du développement durable un axe majeur de leur communication. Près d'un millier d'entreprises dans le monde ont déjà adhéré au « Global Compact », la liste de neuf principes de bonne conduite édictés par l'ONU. Depuis des années, des intellectuels, des chercheurs ne cessent de plaider pour que les entreprises s'engagent.

Une certaine prise de conscience semble donc se profiler, mais « La communication sur ce thème est ce qui pervertit le plus », explique l'actuel commissaire au Plan. Une sagesse qui a du mal à atteindre le monde économique. Face à une société civile occidentale de plus en plus attentive aux préoccupations éthiques, les entreprises cherchent avant tout à soigner leur image. Mais le principal danger est que « le concept de développement durable ne se démode avant même que ne soient inventées les nouvelles règles favorisant son application ».

Historiquement, seules des situations de crise ont poussé les sociétés à réviser leurs comportements. C'était le cas aussi pour l'américain Nike. C'est une large campagne d'organisations non gouvernementales (ONG) qui a révélé les mauvaises conditions de travail des salariés de ses sous-traitants dans certains pays asiatiques. Depuis, le groupe d'articles de sport a mis en place un vaste programme avec la Banque mondiale pour améliorer les conditions de vie des salariés. Ikea, BP travaillent désormais avec des ONG pour préserver les populations proches des sites industriels, ainsi que la biodiversité. Des initiatives innovantes qui restent cependant des exceptions.

Le jeu économique mondial est encore très loin des principes défendus par le développement durable. Les marchés financiers ne sont pour l'instant pas prêts à valoriser dans leurs analyses les dépenses qui ne sont pas productives. Le concept de développement durable remet en question la finalité première des entreprises, celle de faire uniquement des profits. « C'est pas l'exploitation maximale, mais le développement optimal qui serait important. Cela passe par le changement de mentalité des dirigeants », dit le directeur Europe de BP.

L'Europe apparaît comme le continent le plus ouvert à cette approche mais l'engouement actuel des entreprises françaises est largement dû à la loi de nouvelle régulation économique (NRE) qui oblige les sociétés cotées à faire le point sur leur conduite sociale et sociétale.

Compréhension écrite 2

Le « Global Compact » n'est pour l'instant qu'une liste de principes de bonne conduite qui n'entraîne aucun contrôle. La commission des droits de l'homme de l'ONU a voté à l'unanimité un texte sans aucune valeur juridique, qui propose que les Nations unies contrôlent régulièrement les entreprises qui affichent les principes de bonne conduite. Les vives réactions des représentants du monde économique ont montré que, sur le sujet, le chemin à parcourir est encore bien long.

QUESTIONS

1. Qu'est-ce qui montre que le développement durable est un sujet populaire ?
2. A quel point les multinationales prennent au sérieux ce concept ?
3. Qu'est-ce que le « Global Compact » ?
4. Quel sont les soucis du commissaire du plan « Global Compact » ? (deux éléments)
5. Qu'est-ce que les ONG ont divulgué à propos de la société Nike ?
6. Quel est le résultat de la pression exercée par ces révélations sur les multinationales ?
7. Qu'est-ce que ce concept reproche aux marchés financiers ?
 - a)
 - b)
8. Comment le directeur européen du BP voit-il la situation ?
9. Quel rôle exerce la NRE en France pour obliger les sociétés à respecter les recommandations du développement durable ?
10. Qu'est-ce qu'une des commissions de l'ONU a proposé pour promouvoir l'application du « Global Compact » ?

Max : 20 points

Production écrite 1

4. Résumez le texte ci-dessous en environ 150 mots en français en vous basant sur les points suivants. Écrivez votre solution sur la feuille du candidat. L'usage du dictionnaire est autorisé.

- les raisons locales qui poussent à investir ailleurs
- les avantages dont on peut bénéficier «au soleil »
- garder ou pas un toit en France
- les risques que nous devons aussi connaître

Investir au soleil : rêve ou réalité ?

Les annonces alléchantes pour de simples pied-à-terre ou des villas d'un luxe inouï abondent sur Internet. Luxe, prix bas, services, fiscalité légère, les raisons ne manquent pas de s'installer sous des cieux plus cléments. Un investissement immobilier au Maroc, en Thaïlande, à l'île Maurice, aux Seychelles, à Saint-Domingue a de quoi séduire en période de rigueur budgétaire.

Tous les économistes prédisent à la France des lendemains difficiles. A revenu constant, en activité ou à la retraite, le pouvoir d'achat risque de diminuer dans les années à venir. Il est donc tentant d'aller « hiverner » dans des pays ensoleillés et à bas coûts.

L'idéal est de garder un toit en France pour ne pas se couper de ses attaches. Mais dans ce cas, on reste résident français et on continue à supporter l'impôt sur le revenu, l'impôt de solidarité sur la fortune, la taxe foncière, la taxe d'habitation...

En revanche, ce qu'on acquiert à l'étranger est généralement moins fiscalisé. Au Maroc, si vous faites verser votre retraite dans le pays, elle bénéficie d'un abattement de 40 % auquel s'ajoute une réduction d'impôt de 80 %. En séjournant plus de 183 jours par an à Maurice, vous pourrez transmettre votre bien à vos enfants sans droits de succession, vos revenus locatifs seront soumis à un taux d'imposition de 15 %, la taxation des plus-values a été supprimée. En Thaïlande, les loyers ne sont imposés qu'à 12,5 % et, comme dans la plupart de ces pays, il n'y a ni taxe d'habitation, ni taxe foncière.

Faire une acquisition immobilière à l'étranger n'est pas une mince affaire. Dans un pays en voie de développement le chemin est semé d'embûches. Les spécificités du droit thaï, mauricien ou marocain peuvent entraîner des déconvenues chez les investisseurs mal informés. Dans la plupart des pays d'Asie, les étrangers n'ont pas la possibilité de devenir réellement propriétaires.

En Thaïlande, on ne délivre qu'un contrat de bail pour une durée déterminée renouvelable ou un droit de superficie qui permet juste d'occuper le lieu avec possibilité de construire. A Maurice, dont le régime d'achat sur plan se rapproche pourtant du nôtre et qui propose de véritables garanties bancaires, le permis de construire d'un programme résidentiel entièrement commercialisé vient d'être attaqué par des associations de riverains. Au Maroc, les acquéreurs de magnifiques villas à 250.000 € ont eu la désagréable surprise de ne pas se voir remettre un titre de propriété.

Payer une partie du prix au noir est une bien mauvaise idée. Cette proposition peut surgir dans la négociation, surtout lors d'un achat sur plan. Si le prix est minoré, l'éventuelle garantie bancaire ne portera pas sur le prix réel, la plus-value sera plus importante donc davantage taxée. Et l'argent rentré sans être déclaré dans un pays où il y a un contrôle des changes comme au Maroc, comment le faire ressortir sous une autre forme que des dirhams inconvertibles le jour où l'on revend le bien ? Autre piège de l'exil ensoleillé : la variation du taux de change. Elle peut éroder le pouvoir d'achat des expatriés et augmenter le prix d'acquisition en cas de vente sur plan. Pour éviter ces écueils, acheter des constructions déjà existantes plutôt que sur plan est une alternative moins risquée. Max : 20 points

Production écrite 2

5. Rédigez un rapport en 180–200 mots à la base des informations ci-dessous. Écrivez votre solution sur la feuille du candidat. L'usage du dictionnaire est autorisé.

Vous travaillez pour un Cabinet de Conseil aux Entreprises. Une grande distribution, la chaîne SUPER vous a contacté pour vous faire réaliser une analyse sur la réouverture de ses magasins le dimanche après une période de fermeture de plusieurs années. Écrivez un rapport pour eux sur les arguments pour et contre de la réouverture :

- résumez le sujet de l'étude
- présentez les méthodes que vous avez utilisées (analyse des statistiques, etc)
- donnez une analyse de la situation en précisant les risques et les avantages
- faites des recommandations (par exemple ouverture partielle, etc...)

Max : 20 points